

SAMIR AMIN

LES ETATS NATIONAUX : QUELLE MARGE DE MANŒUVRE ?

Le système monde capitaliste moderne est une construction complexe, constituée d'Etats (en principe souverains), de peuples et de nations ("homogènes" ou non), de classes sociales articulées autour du conflit capital/travail qui définit l'essence du capitalisme. De ce fait les conflits entre Etats et les luttes de classes s'enchevêtrent dans des rapports d'interdépendance étroits. Les conditions de l'interdépendance des luttes sociales dans les différents pays du monde dépendent alors de l'usage que les blocs dominants feront de la marge de manoeuvre dont ils disposent sur la scène internationale. Un usage à son tour déterminé par le contenu de classe de leur projet politique et social. La construction d'alliances mondiales des classes dominées, qui constitue l'objectif d'un « monde alternatif meilleur », se heurte donc à des obstacles sérieux dont l'analyse s'impose.

L' Afrique est bien entendu partie prenante dans cette affaire. Elle n'est en aucune manière « marginalisée », comme on le dit vite, mais bel et bien intégrée dans la mondialisation. Elle l'est même à un degré plus élevé que les autres régions du monde, bien qu'elle occupe dans la hiérarchie globale des positions subalternes (cf S. Amin...). La question nationale en Afrique est le produit de l'histoire de cette intégration. Comme ailleurs en Asie et en Amérique latine elle se confond dans une large mesure avec la question agraire, qui commande l'avenir des sociétés paysannes des périphéries.

1. Le capitalisme mondialisé réellement existant est impérialiste par nature

Les fondements objectifs de la diversité dans le capitalisme mondialisé

La diversité des conditions sociales et politiques propres aux Etats constitutifs du système mondial résulte de la nature des développements qui caractérisent l'expansion mondiale du capitalisme. Soumises aux exigences de l'accumulation dans les centres du système, les formations sociales des périphéries n'ont jamais été caractérisées de ce fait par la centralité de la position du prolétariat ouvrier dans l'organisation d'ensemble de la production. Les victimes du système sont tout autant les sociétés paysannes intégrées et soumises à la logique de l'expansion impérialiste, et – à des degrés variables – beaucoup d'autres classes et groupes sociaux. Par ailleurs les parcours historiques au long desquels se sont constituées les nations, dominantes ou dominées, ont toujours été marqués par des particularités qui leur ont été spécifiques. Les blocs hégémoniques de classes et d'intérêts qui ont permis au capital d'asseoir sa domination, ceux que les victimes du système ont construit ou tenté de construire pour faire face au défi ont toujours été de ce fait différents d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Ces parcours ont façonné des cultures politiques particulières, articulant à leur manière propre des systèmes de valeurs, des « traditions » de formes spécifiques d'expression, d'organisation et de luttes. Ces diversités sont tout également objectives, comme les cultures à travers lesquelles elles s'expriment. Enfin le développement des forces productives lui même, à travers les révolutions scientifiques et technologiques qui en définissent les contenus, a commandé à son tour les changements dans l'organisation du travail et les formes diverses de sa soumission aux exigences de l'exploitation capitaliste. L'ensemble de ces réalités diverses interdit de réduire les acteurs politiques au couple bourgeoisie/prolétariat.

Le capitalisme est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais le capitalisme considéré comme système mondial réellement existant est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux premières dimensions seulement, la constitution d'un véritable marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison le capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente des temps modernes qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme.

Développement et « sous développement » constituent les deux faces de la même réalité, celle du capitalisme mondialisé. Le discours dominant qui assimile capitalisme et situation des pays opulents du centre et qualifie celle des autres (les pays en voie de développement) de « retard », n'a pas de fondement scientifique. De ce fait les luttes de libération nationale des peuples des périphéries sont toujours, objectivement, en conflit avec les logiques du capitalisme. Elles sont « anti systémiques » (anti capitalistes), bien qu' évidemment à des degrés divers de conscience des acteurs et de radicalité de leurs projets. Ce fait impose la vision d'une transition de longue durée au socialisme mondial. Car si le capitalisme a créé les bases d'une économie et d'une société planétaire, il est incapable de mener jusqu'à son terme la logique de la mondialisation. Le socialisme, conçu comme un stade qualitativement supérieur de l'humanité, ne peut être, de ce fait, qu'universel. Mais sa construction passe par une très longue transition historique dans laquelle s'impose une stratégie de négation contradictoire de la mondialisation capitaliste.

Dans sa traduction en termes de stratégie politique et sociale, ce principe général signifie que la longue transition impose un passage obligé, incontournable, par la construction d'une société nationale populaire, associée à celle d'une économie nationale autocentrée. Cette construction est contradictoire dans tous ses aspects : elle associe des critères, institutions, modes d'opération de nature capitaliste à des aspirations et des réformes sociales en conflit avec la logique du capitalisme mondial, elle associe une certaine ouverture extérieure (contrôlée autant que possible) et la protection des exigences des transformations sociales progressistes, en conflit avec les intérêts capitalistes dominants. Les classes dirigeantes, par leur nature historique, inscrivent généralement leurs visions et aspirations dans la perspective du capitalisme mondial réellement existant et, bon gré mal gré, soumettent leurs stratégies aux contraintes de l'expansion mondiale du capitalisme. C'est pourquoi elles ne peuvent pas réellement envisager la déconnexion. Celle-ci, par contre, s'impose aux classes populaires dès lors qu'elles tentent d'utiliser le pouvoir politique pour transformer leurs conditions et se libérer des conséquences inhumaines qui leur sont faites par l'expansion mondiale polarisante du capitalisme. Les choix stratégiques des politiques d'Etat et des mouvements des classes dominées doivent, en Afrique comme ailleurs, être appréciés à l'aune de ces critères.

L'option d'un développement autocentré est incontournable

Le développement autocentré (ou encore « développement endogène » ; en anglais self reliant) a constitué historiquement le caractère spécifique du procès d'accumulation du capital dans les centres capitalistes et a déterminé les modalités du développement économique qui en sont résultées, à savoir qu'il est commandé principalement par la dynamique des rapports sociaux internes, renforcée par des relations extérieures mises à son service. Dans les périphéries par contre le procès de l'accumulation du capital est principalement dérivé de l'évolution des centres, greffé sur celle-ci, en quelque sorte « dépendant ».

La dynamique du modèle du développement autocentré est fondée sur une articulation majeure, celle qui met en relation d'interdépendance étroite la croissance de la production de biens de production et celle de la production de biens de consommation de masse. A cette articulation correspond un rapport social dont les termes majeurs sont constitués par les deux blocs fondamentaux du système : la bourgeoisie nationale et le monde du travail. Les économies autocentrées ne sont pas fermées sur elles mêmes ; au contraire elles sont agressivement ouvertes dans ce sens qu'elles façonnent le système mondial dans sa globalité par leur potentiel d'intervention politique et économique sur la scène internationale. En contrepoint la dynamique du capitalisme périphérique - l'antinomie du capitalisme central autocentré par définition - est fondée sur une autre articulation principale qui met en relation la capacité d'exportation d'une part et la consommation - importée ou produite localement par substitution d'importation - d'une minorité d'autre part. Ce modèle définit la nature compradore - par opposition à nationale - des bourgeoisies de la périphérie.

Ce contraste entraîne la tendance divergente d'une part à l'intégration des nations dans les centres où dominent les forces centripètes de l'accumulation autocentrée et d'autre part à la menace permanente de désintégration de celles des périphéries, par l'effet des forces centrifuges de l'accumulation dépendante. C'est ainsi que nous voyons les seigneurs de la guerre opérer hier en Chine, aujourd'hui en Afrique. Les politiques impérialistes favorisent ces tendances, les instrumentalisent avec arrogance et cynisme, invoquant pour le faire le "droit à l'ingérence", les interventions "humanitaires", les droits (abusifs) "à l'autodétermination".

2. Colonialisme externe et colonialisme interne

Le contraste centres/périphéries est inhérent à l'expansion mondiale du capitalisme réellement existant à toutes les étapes de son déploiement depuis ses origines. L'impérialisme propre au capitalisme a bien entendu revêtu des formes diverses successives en rapport étroit avec les caractéristiques spécifiques des phases successives de l'accumulation capitaliste : le mercantilisme (de 1500 à 1800), le capitalisme industriel classique (1800 à 1945), l'après deuxième guerre (1945-1990) et la « mondialisation » en cours de construction.

Au-delà de la spécificité de chacune de ces phases, le capitalisme réellement existant a toujours été synonyme de conquête du monde par ses centres dominants. On ne sera donc pas surpris que la dimension « colonialiste » (terme général par lequel je désignerai la conquête) constitue un élément important dans la formation des cultures politiques des pays concernés. Néanmoins l'articulation de cette dimension colonialiste aux autres aspects de la culture politique est particulière à chacune des régions et des pays en question. Pour l'Europe le colonialisme fût « externe », en Amérique et en Afrique du Sud il a été « interne ». Une différence de portée importante.

Dans ce cadre d'analyse le colonialisme est une forme particulière d'expansion de certaines formations centrales (qualifiées de ce fait de puissances impérialistes) fondée sur la soumission de pays conquis (les colonies) au pouvoir politique des métropoles. La colonisation est alors « extérieure » au sens que les métropoles d'une part, les colonies de l'autre constituent des entités distinctes, même si les secondes sont intégrées dans un espace politique dominé par les premières. L'impérialisme en question est capitaliste et ne doit pas être confondu avec d'autres formes – antérieures – de l'éventuelle domination exercée par un pouvoir sur différents peuples. L'amalgame qui traite de l'impérialisme du capitalisme

moderne dans des termes analogues à ceux par lesquels on analyse l'impérialisme romain n'a pas beaucoup de sens. Les Etats multinationaux (les Empires austro hongrois, ottoman, russe et l' URSS) constituent également des phénomènes historiques distincts (en URSS par exemple les transferts financiers allaient du centre russe aux périphéries asiatiques, l'inverse de ce qu'il en est dans les systèmes coloniaux).

La colonisation capitaliste est d'abord celle des Amériques, conquises par les Espagnols, les Portugais, les Anglais et les Français. Dans leurs colonies d'Amérique les classes dirigeantes des métropoles conquérantes mettent en place des systèmes économiques et sociaux particuliers, conçus pour servir l'accumulation dans les centres dominants de l'époque. L'asymétrie Europe atlantique/Amérique coloniale n'est ni spontanée, ni naturelle (produite par le « marché comme le prétend la vulgate en cours), mais parfaitement construite. La soumission des sociétés indiennes conquises entre dans cette construction systémique. La greffe de la traite négrière sur ce système est également destinée à en conforter l'efficacité en tant que système périphérique, soumis aux exigences de l'accumulation dans les centres de l'époque. L'Afrique noire, dont proviennent les esclaves, est de ce fait périphérie de la périphérie américaine. La colonisation se déploie rapidement au delà des Amériques, entre autre par la conquête de l'Inde anglaise et des Indes néerlandaises au XVIIIe siècle puis, à partir de la fin du XIXe siècle, de l'Afrique et de l'Asie du Sud Est. Les pays qui n'ont pas été franchement conquis – la Chine, l'Iran, l'Empire ottoman – ont été soumis à des traités inégaux qui donnent tout son sens à leur qualification de semi-colonies .

La colonisation est « extérieure », vue des métropoles, les nations les plus industrialisées et de surcroît les plus avancées dans la modernisation sociale, l'essor de leurs mouvements ouvriers et socialistes et les conquêtes démocratiques. Mais ces avancées n'ont jamais bénéficié aux peuples de leurs colonies. L'esclavage, le travail forcé et d'autres formes de surexploitation des classes populaires, la brutalité administrative et les massacres coloniaux ponctuent cette histoire du capitalisme réellement existant. On doit parler à cet endroit du véritable « livre noir » du capitalisme, dans lequel le nombre des victimes se compte par dizaines de millions (dont les famines provoquées en Inde par exemple). Ces pratiques ont bien entendu exercé des influences dévastatrices dans les métropoles elles mêmes ; elles ont fourni le socle de la dérive raciste des cultures des élites dirigeantes et même des classes populaires, moyen de légitimation du contraste démocratie dans la métropole /autocratie sauvage dans les colonies. L'exploitation des colonies bénéficie au capital des centres dans leur ensemble, et les métropoles en tirent un profit supplémentaire déterminant leur position dans la hiérarchie mondiale (la Grande Bretagne tire son hégémonie de l'importance de son Empire dont l'Allemagne, tard venue, ambitionne de s'emparer).

Les phénomènes de colonialisme interne sont produits par des combinaisons particulières de la colonisation de peuplement d'une part et de la logique de l'expansion impérialiste d'autre part. L'accumulation primitive dans les centres prend la forme d'une expropriation systématique des couches pauvres de la paysannerie, et crée de ce fait un excédant de population que l'industrialisation locale n'a pas toujours été capable d'absorber intégralement, créant de ce fait des courants d'émigration puissants. Plus tard la révolution démographique associée à la modernisation sociale s'exprime par la baisse de la mortalité précédant celle de la natalité , renforçant par là même l'émigration. L'Angleterre fournit l'exemple précoce de cette évolution, avec la généralisation des « enclosure » à partir du XVIIe siècle.

Les Etats Unis associent dans leur formation un nouveau centre capitaliste/impérialiste et sa propre colonie interne. L'abolition tardive de l'esclavage ne supprime pas cette dichotomie interne mais lui donne une forme nouvelle associée à l'immigration massive des Noirs du Sud vers les villes industrielles du Nord qui fait suite à celle de pauvres venus des régions d'Europe frappées par le développement capitaliste. On retrouve des caractères en partie comparables en Amérique latine et en Afrique du Sud.

La colonisation interne en Amérique latine a entraîné des conséquences politiques et sociales du type de celui généré par la colonisation en général : le racisme à l'égard des Noirs (au Brésil notamment), le mépris à l'égard des Indiens. Cette colonisation interne n'a été remise en question qu'au Mexique dont la Révolution (1910-1920) se situe pour cette raison parmi les « grandes révolutions des temps modernes ». Elle est peut être en voie d'être remise en question dans les pays andins, avec la renaissance des revendications « indigénistes » contemporaines, mais bien entendu dans une conjoncture locale et globale nouvelle.

En Afrique du Sud la première colonisation de peuplement - celle des Boers- s'inscrivait plutôt dans la perspective de constitution d'un Etat « blanc pur» impliquant l'expulsion (ou l'extermination) des Africains plus que leur soumission. La conquête britannique par contre s'est donnée d'emblée l'objectif de soumettre les Africains aux exigences de l'expansion impérialiste de la métropole (l'exploitation des mines en premier lieu). Ni les colons anciens (les Boers), ni les nouveaux (Britanniques) n'étaient autorisés à s'ériger en centre autonome. L'Etat boer de l'apartheid après la seconde guerre mondiale a tenté de le faire, asseyant son pouvoir sur sa colonie interne (noire pour l'essentiel). Mais il n'est pas parvenu à ses fins du fait d'un rapport numérique défavorable (une forte majorité de Noirs) et de la résistance grandissante des peuples soumis, finalement victorieuse. Les pouvoirs en place après la fin de l'apartheid ont hérité de cette question de la colonisation interne, sans lui avoir apporté sa solution radicale jusqu'à présent. Mais cela constitue un nouveau chapitre de l'histoire.

Le cas de l'Afrique du Sud est particulièrement intéressant du point de vue des effets du colonialisme sur la culture politique. Ce n'est pas seulement que le colonialisme interne y soit ici visible même aux aveugles, ni même qu'il ait produit la culture politique de l'apartheid. C'est aussi que les Communistes de ce pays avaient su en tirer une analyse lucide de ce qu'est le capitalisme réellement existant. Le Parti Communiste de l'Afrique du Sud a été, dans les années 1920, le promoteur de la théorie du colonialisme interne (une théorie adoptée dans les années 1930 par un leader noir du PC des Etats Unis – Hayword - , mais non suivi par ses camarades « blancs ») . Il en avait tiré les conséquences : que les revenus élevés de la minorité « blanche » et incroyablement bas pour la majorité « noire » constituait l'endroit et l'envers de la même question.

Allant même plus loin ce PC avait osé faire l'analogie avec le contraste qui opposait – dans l'Empire britannique – les salaires anglais et les revenus du travail en Inde. Pour lui, comme pour la IIIe Internationale de l'époque, ces deux aspects de la même question – celle du capitalisme réel – étaient indissociables. La théorie communiste sud africaine du colonialisme interne conduisait à la conclusion qu'à l'échelle du système capitaliste mondial le colonialisme, d'apparence externe pour les puissances impérialistes majeures, est évidemment interne. Le PC d'Afrique du Sud et la IIIe Internationale de l'époque avaient intériorisé cette conclusion dans la culture politique de la gauche (communiste). Et en cela rompu radicalement avec celle de la gauche socialiste de la IIe Internationale social-colonialiste, dont la culture politique niait cette association inhérente à la réalité mondiale.

L'Afrique du Sud est un microcosme du système capitaliste mondial, ai-je écrit. Elle réunit sur son territoire les trois composantes de ce système : une minorité bénéficiant de la rente de situation des centres impérialistes, deux composantes majoritaires, à peu près également partagées entre un « tiers monde » industrialisé (les pays émergents d'aujourd'hui) et un « quart monde » exclu (dans les ex Bantoustans), analogue aux régions non industrialisées de l'Afrique contemporaine. Qui plus est les proportions entre les chiffres des populations de ces trois composantes et celles qui décrivent les hiérarchies de leurs revenus par tête, sont à peu près celles qui caractérisent le système mondial actuel. Ce fait a sans doute contribué à donner aux Communistes Sud africains de l'époque la lucidité qui fut la leur. Cette culture politique est aujourd'hui perdue. Non seulement en Afrique du Sud, avec le ralliement (tardif) du PC aux thèses banalisées du « racisme » (qui donne le statut de cause à ce qui n'est qu'un effet).. Mais encore à l'échelle mondiale, avec le ralliement social démocrate de la majorité des communistes.

La colonisation et l'accumulation par dépossession se poursuivent sous nos yeux en Palestine dont le peuple est menacé d'extermination comme les « Peaux Rouges » d'Amérique.

Le système mondial contemporain évolue-t-il en direction d'une généralisation nouvelle de formes de colonialisme interne ? L'approfondissement de la crise sociale dans ses périphéries qui abritent la moitié paysanne de l'humanité produite par l'offensive généralisée du capital (la stratégie « d'enclosure à l'échelle mondiale ») engendre une pression migratoire gigantesque qui viendrait compenser la stagnation démographique relative des centres de la Triade. L'hypothèse d'un colonialisme interne généralisé qui caractériserait la phase à venir du capitalisme mondial demeure discutable, du fait des résistances politiques et idéologiques réelles à adopter en Europe un modèle de ce genre, qui implique l'institutionnalisation du « racisme ». Par contre le modèle « communautariste » inspiré par la pratique des Etats Unis paraît ici constituer le danger tout à fait réel d'une « américanisation de l'Europe ».

3. L'éveil du Sud

Le déploiement de l'impérialisme s'est traduit à partir de 1492 (date non de la « découverte » de l'Amérique, mais celle de sa conquête et de la destruction de ses peuples), et pour les quatre siècles suivants, par la conquête du monde par les Européens. Les peuples d'Asie et d'Afrique, les Indiens d'Amérique qui ont survécu au génocide, plus tard les nouvelles nations d'Amérique latine et des Caraïbes, tentent alors de s'ajuster aux exigences de cette soumission.

Ce déploiement mondialisé du capitalisme/impérialisme a constitué pour les peuples concernés la plus grande tragédie de l'histoire humaine, illustrant ainsi le caractère destructif de l'accumulation du capital. De ce fait le capitalisme ne peut être qu'une parenthèse dans l'histoire, la poursuite de son développement conduisant à la barbarie. Il s'agit d'un système insoutenable dans la longue durée (et non la « fin de l'histoire »!), non pas seulement pour des raisons d'écologie – au demeurant valables- mais surtout par les effets devastateurs de la marchandisation sur les individus et les peuples rendus « inutiles ».

Le désastre s'est exprimé par la destruction de peuples entiers et la réduction de la proportion des peuples non européens de 82% de la population de la planète en 1500 à 63% en 1900. Les industries de la Chine n'ont pas été ruinées par les effets du « marché », mais détruites par les canonniers européennes.

Simultanément le désastre des uns faisait le bonheur des autres. L'accumulation par dépossession de peuples entiers a permis non seulement la fortune des classes dominantes de l'Ancien Régime, mais surtout le renforcement administratif et militaire des centres européens. La révolution industrielle de la fin du XVIII siècle est impensable sans ce premier temps de déploiement impérialiste. A son tour la supériorité militaire de la nouvelle Europe fera du XIX siècle celui de l'apogée du capitalisme. Le fossé Nord Sud se creuse et le rapport de la richesse apparente passe de 1 à 1,3 en 1800 (un rapport d'ailleurs pas toujours favorable aux Européens) à 1 à 40 aujourd'hui. La loi de la paupérisation formulée par Marx s'exprime à l'échelle du système avec encore plus de violence que ne l'avait imaginé le père de la pensée socialiste!

Cette page de l'histoire est tournée. Les peuples des périphéries n'acceptent plus le sort que le capitalisme leur réserve. Ce changement d'attitude fondamental est irréversible. Ce qui signifie que le capitalisme est entré dans sa phase de déclin. Un déclin amorcé au XX siècle par la révolution de 1917, suivie des révolutions socialistes de la Chine, du Vietnam et de Cuba et par la radicalisation des libérations nationales dans le reste de l'Asie et de l'Afrique. Et la concomitance de ces deux ensembles de transformations n'est pas due au hasard. Ce qui n'exclut pas la persistance d'illusions diverses: celles de réformes capables de donner au capitalisme un visage humain (ce qu'il n'a jamais eu pour la majorité des peuples), celles d'un « rattrapage » possible dans le système, dont se nourrissent les classes dirigeantes des pays « émergents », grisées par les succès du moment, celles de replis passésistes (para religieux ou para ethniques) dans lesquelles sombrent beaucoup de peuples « exclus » dans le moment actuel. Ces illusions paraissent tenaces du fait que nous sommes dans le creux de la vague. La vague des révolutions du XX siècle s'est épuisée, celle de la nouvelle radicalité du XXI siècle ne s'est pas encore affirmée. Et dans le clair obscur des transitions se dessinent des monstres, comme l'écrivait Gramsci. L'éveil des peuples des périphéries se manifeste dès le XX siècle non seulement par leur rattrapage démographique mais encore par leur volonté proclamée de reconstruire leur Etat et leur société, désarticulés par l'impérialisme des quatre siècles qui précèdent.

Bandoung et la première mondialisation des luttes (1955-1980)

Les gouvernements et les peuples de l'Asie et de l'Afrique proclamaient à Bandoung en 1955 leur volonté de reconstruire le système mondial sur la base de la reconnaissance des droits des nations jusque là dominées. Ce « droit au développement » constituait le fondement de la mondialisation de l'époque, mise en œuvre dans un cadre multipolaire négocié, imposé à l'impérialisme contraint, lui, à s'ajuster à ces exigences nouvelles.

Les progrès de l'industrialisation amorcés durant l'ère de Bandoung ne procèdent pas de la logique du déploiement impérialiste mais ont été imposés par les victoires des peuples du Sud. Sans doute ces progrès ont-ils nourri l'illusion d'une « rattrapage » qui paraissait en cours de réalisation, alors qu'en fait l'impérialisme, contraint lui de s'ajuster aux exigences du développement des périphéries, se recomposait autour de nouvelles formes de domination. Le vieux contraste pays impérialistes/pays dominés qui était synonyme de contraste pays industrialisés/pays non industrialisés cédait peu à peu la place à un contraste nouveau fondé sur la centralisation d'avantages associés aux « cinq monopoles nouveaux des centres impérialistes » (le contrôle des technologies nouvelles, des ressources naturelles, du système financier global, des communications et des armements de destruction massive).

L'ère de Bandung est celle de la Renaissance de l'Afrique. Le panafricanisme doit être situé dans cette perspective. A l'origine produit par les diasporas américaines, le panafricanisme a réalisé l'un de ses objectifs (l'indépendance des pays du continent) sinon l'autre (leur unité), comme le dit Mkandawire (art cit). Ce n'est pas un hasard si les Etats africains s'engagent dans des projets de rénovation qui leur imposent de s'inspirer des valeurs du socialisme, puisque la libération des peuples des périphéries s'inscrit nécessairement dans une perspective anti capitaliste. Il n'y a pas lieu de dénigrer ces tentatives nombreuses sur le continent, comme on le fait aujourd'hui: le régime odieux de Mobutu a permis en trente ans la formation d'un capital d'éducation au Congo 40 fois supérieur à celui que les Belges n'avaient pas réalisé en 80 ans. Qu'on le veuille ou non, les Etats africains sont à l'origine de la formation de véritables nations. Et les options « trans ethniques » de leurs classes dirigeantes ont favorisé cette cristallisation. Les dérives ethnicistes sont ultérieures, produites par l'épuisement des modèles de Bandung, entraînant la perte de légitimité des pouvoirs et le recours de fractions de ceux ci à l'ethnicité pour la rétablir à leur profit. Je renvoie ici à mon ouvrage *L' Ethnie à l'assaut des Nations*.

La page de l'après deuxième guerre tournée, il devient nécessaire de revenir sur ce que sont aujourd'hui les formes nouvelles du défi.

Nouvelle époque, nouveaux défis ?

Le contraste centres/périphéries n'est plus synonyme de pays industrialisés /pays non industrialisés. La polarisation centres/périphéries qui donne à l'expansion du capitalisme mondial son caractère impérialiste se poursuit, et s'approfondit même, par le moyen des « cinq monopoles nouveaux » dont bénéficient les centres impérialistes (évoqués plus haut). Dans ces conditions la poursuite des projets de développement accéléré des périphéries émergentes, mis en œuvre avec un succès immédiat indiscutable (en Chine en particulier, mais également dans d'autres pays du Sud) n'abolit pas la domination impérialiste. Ce déploiement participe de la mise en place du nouveau contraste centres/périphéries, non de son dépassement.

L'impérialisme ne se conjugue plus au pluriel comme dans les phases antérieures de son déploiement ; il est désormais un « impérialisme collectif » de la « triade » (Etats Unis, Europe, Japon). Dans ce sens les intérêts communs que partagent les oligopoles qui ont leur base d'origine dans la triade l'emportent sur les conflits d'intérêts (« mercantiles ») qui peuvent les opposer. Ce caractère collectif de l'impérialisme s'exprime à travers la gestion du système mondial par les instruments communs de la triade ; au plan économique l'OMC (Ministère des colonies de la triade), le FMI (Agence Monétaire coloniale collective), la Banque mondiale (Ministère de la Propagande), l'OCDE et l'Union Européenne (constituée pour empêcher l'Europe de sortir du libéralisme) ; au plan politique le G7/G8, les forces armées des Etats Unis et leur instrument subalterne que représente l'OTAN (la marginalisation/domestication de l'ONU complète le tableau). Le déploiement du projet hégémoniste des Etats Unis mis en œuvre à travers un programme de contrôle militaire de la planète (impliquant entre autre l'abrogation du droit international et le droit que Washington s'est octroyé de conduire des « guerres préventives » de son choix), s'articule sur l'impérialisme collectif et donne au chef de file américain le moyen de sur-compenser ses déficiences économiques.

Les objectifs et les moyens d'une stratégie de construction de la convergence dans la diversité

Les peuples des trois continents (Asie, Afrique, Amérique latine) sont confrontés aujourd'hui au projet d'expansion du système impérialiste dit néo-libéral mondialisé qui n'est rien de moins que la construction de « l'apartheid à l'échelle mondiale ». Le nouvel ordre impérialiste en place sera-t-il remis en question. Par qui peut-il l'être ? Et que produira cette remise en question ?

Sans doute l'image de la réalité dominante ne permet-elle pas d'imaginer une remise en question immédiate de cet ordre. Les classes dirigeantes des pays du Sud, défaites, ont largement accepté de s'inscrire dans leur rôle de compradores subalternes ; les peuples désarmés, engagés dans la lutte pour la survie quotidienne paraissent souvent accepter leur sort ou même – pire – se nourrir des illusions nouvelles dont ces mêmes classes dirigeantes les abreuvent (l'Islam politique en est l'exemple le plus dramatique). Mais d'un autre côté la montée des mouvements de résistance et de luttes contre le capitalisme et l'impérialisme, les succès remportés – jusqu'à leurs termes électoraux – par les gauches nouvelles en Amérique latine (quelles que soient les limites que comportent ces victoires), la radicalisation progressive de beaucoup de ces mouvements, l'amorce de positions critiques prises par les gouvernements du Sud au sein de l'OMC, constituent le gage qu'un « autre monde », meilleur, devient effectivement possible. La stratégie offensive nécessaire de reconstitution du front des peuples du Sud exige la radicalisation des résistances sociales face à l'offensive du capital impérialiste.

Les classes dirigeantes de certains pays du Sud ont visiblement opté pour une stratégie, qui n'est ni celle de la soumission passive aux forces dominantes dans le système mondial, ni celle de l'opposition déclarée à celles-ci : une stratégie d'interventions actives sur lesquelles elles fondent leurs espoirs d'accélérer le développement de leur pays. La Chine, par la solidité de la construction nationale que sa révolution et le maoïsme ont produit, par son choix de conserver le contrôle de sa monnaie et des flux de capitaux, par son refus de remettre en question la propriété collective du sol (principal acquis révolutionnaire des paysans), était mieux équipée que d'autres pour faire ce choix et en tirer des résultats incontestablement brillants. L'expérience peut-elle être poursuivie ? Et quelles sont ses limites possibles ? L'analyse des contradictions portées par cette option m'a conduit à la conclusion que le projet d'un capitalisme national capable de s'imposer à égalité avec celui des puissances majeures du système mondial se nourrissait largement d'illusions. Les conditions objectives héritées de l'histoire ne permettent pas la mise en œuvre d'un compromis social historique capital/travail/paysannerie garantissant la stabilité du système qui, de ce fait, ne peut à terme que soit dériver à droite (et être alors confronté à des mouvements sociaux grandissants des classes populaires) ou évoluer vers la gauche en construisant le « socialisme de marché » comme une étape de la longue transition au socialisme. Les options apparemment analogues faites par les classes dirigeantes d'autres pays dits « émergents » sont encore plus fragiles. Ni le Brésil, ni l'Inde – parce qu'ils n'ont pas fait une révolution radicale comme la Chine – ne sont capables de résister avec autant de force aux pressions conjuguées de l'impérialisme et des classes locales réactionnaires.

Pourtant les sociétés du Sud -au moins certaines d'entre elles- sont aujourd'hui équipées de moyens qui leur permettraient de réduire à néant les « monopoles » des centres impérialistes. Ces sociétés sont capables de se développer par elles mêmes, sans tomber dans la dépendance. Elles disposent d'un potentiel de maîtrise technologique qui leur permettrait d'en faire usage pour elles mêmes. Elles peuvent contraindre le Nord, en récupérant l'usage de leurs ressources naturelles, à s'ajuster à un mode de consommation moins néfaste. Elles

peuvent sortir de la mondialisation financière. Elles remettent déjà en question le monopole des armes de destruction massive que les Etats Unis veulent se réserver. Elle peuvent développer des échanges Sud Sud – de marchandises, de services, de capitaux, de technologies- qui ne pouvaient être imaginés en 1955, lorsque tous ces pays étaient démunis d'industries et de maîtrise technologique. Plus que jamais la déconnexion est à l'ordre du jour du possible .

Ces sociétés le feront-elles? Et qui le fera? Les classes dirigeantes bourgeoises en place? J'en doute fort. Les classes populaires parvenues au pouvoir? Probablement dans un premier temps des régimes de transition de nature nationale/ populaires.

La question agraire est au coeur des problèmes à résoudre et cette question constitue l'axe central de la question nationale. La voie capitaliste, fondée sur l'appropriation privative du sol par une minorité et l'exclusion des autres, a bien été celle empruntée par l'Europe. Mais cela n'a été faisable que grâce à la possibilité de l'émigration massive du trop plein paysan. Le capitalisme est incapable de résoudre de la même manière le problème paysan des périphéries qui rassemblent dans leurs paysannats la moitié de l'humanité. Il faudrait à ces pays, pour pouvoir le faire, avoir quatre Amériques à la disposition de leur émigration! L'alternative impose la voie paysanne, fondée sur l'accès au sol de tous les paysans. Au demeurant les progrès possibles sur cette base sont potentiellement supérieurs à ceux de la voie capitaliste. Car la croissance de la productivité des agriculteurs modernes, peu nombreux, si on la partageait avec les millions d'exclus devenus « inutiles », apparaîtrait beaucoup plus modeste qu'on le croît. La voie paysanne est celle d'un développement « à orientation socialiste », pour reprendre la formule chinoise et vietnamienne, supérieure et seule garantie de la solidité de la construction nationale. Je renvoie ici à mon article concernant « les réformes foncières nécessaires en Asie et en Afrique ».

4. Les Etats nationaux: quelles marges de manœuvre aujourd'hui?

Selon le discours dominant du jour l'Etat national ne peut plus être le lieu de définition des choix majeurs qui commandent l'évolution de la vie économique, sociale et même politique des sociétés du fait de la « mondialisation » produite par l'expansion de l'économie moderne. Il n'y aurait donc pas d'alternative, comme aimait à le répéter Mme Thatcher. En réalité évidemment, il y a toujours des alternatives, qui, selon leur nature donnent à l'Etat national des fonctions qui définissent sa marge d'action au sein du système mondial.

Car il n'y a pas de « lois de l'expansion capitaliste » qui s'imposent comme une force quasi surnaturelle. Il n'y a pas de déterminisme historique antérieur à l'histoire. Les tendances inhérentes à la logique du capital se heurtent à la résistance de forces qui n'en acceptent pas les effets. L'histoire réelle est alors le produit de ce conflit entre la logique de l'expansion capitaliste et celles qui découlent de la résistance de forces sociales victimes de son expansion.

La réponse efficace aux défis auxquels les sociétés sont confrontées ne peut être trouvée que si l'on comprend que l'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des lois de l'économie « pure ». Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces « anti systémiques » - si l'on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues (en fait tout simplement la loi du profit propre au capitalisme comme système) - façonnent l'histoire véritable autant que la logique « pure » de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les

possibilités et les formes de l'expansion qui se déploie alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation. L'avenir est façonné par les transformations dans les rapports de forces sociaux et politiques, elles mêmes produites par des luttes dont les issues ne sont pas connues à l'avance. On peut néanmoins y réfléchir dans la perspective de contribuer à la cristallisation de projets cohérents et possibles et, par là même, aider le mouvement social à dépasser les "fausses solutions" dans lesquelles, à défaut, celui-ci risque de s'enliser.

Les intérêts et visions des forces sociales et politiques en question ici sont évidemment divers et le centre de gravité de la figure représentative de la géométrie de leurs conflits et convergences détermine à son tour le contenu et partant le rôle de l'Etat concerné.

Celui-ci peut-être, comme il l'est dans le moment actuel, le porte parole quasi unilatéral des intérêts du capital transnationalisé dominant (dans les pays de la triade impérialiste) ou de ses alliés subalternes « compradore » (dans les pays de la périphérie). Dans cette conjoncture la majorité des Etats voient effectivement leur rôle réduit au maintien de l'ordre interne, tandis que l'hyper puissance (les Etats-Unis) exerce seule les responsabilités d'une sorte de « para Etat mondial ». Les Etats-Unis disposeraient alors seuls d'une large marge d'autonomie, les autres d'aucune.

Mais évidemment le développement des luttes sociales peut porter au pouvoir des blocs hégémoniques différents de ceux qui gouvernent l'ordre néo-libéral mondialisé en place, fondés sur des compromis entre des intérêts sociaux dont on reconnaît la diversité et la divergence (blocs de compromis capital-travail dans les centres capitalistes, blocs nationaux-populaires-démocratiques, c'est-à-dire anti compradore dans les périphéries). Dans ce cas l'Etat retrouve une large marge de manœuvre. Il faut œuvrer à ce qu'il en soit ainsi.

J'ajouterai qu'il existe également des « intérêts nationaux » dont la reconnaissance légitime la construction d'un ordre mondial polycentrique. Sans doute les « intérêts nationaux » en question sont-ils souvent invoqués par les pouvoirs en place pour justifier leurs propres options particulières. Sans doute également les politistes de la « géopolitique » ont-ils parfois tendance à figer ces intérêts dans les « invariants » hérités de la géographie et de l'histoire. Ils n'en existent pas moins et ont leur part dans la détermination de la géométrie des alliances et des conflits internationaux, ouvrant et limitant en même temps les marges de manœuvre des Etats.

Les systèmes mondiaux anciens ont été presque toujours multipolaires, même si cette multipolarité n'a, jusqu'à présent, jamais été véritablement générale et égale. L'hégémonie a toujours été de ce fait plus un objectif recherché par les puissants qu'une réalité. Les hégémonies, quand elles ont existé, ont toujours été relatives et provisoires. Les partenaires du monde multipolaire du XIXe siècle (prolongé jusqu'en 1945) n'étaient guère que les « puissances » de l'époque. Au sein de la triade contemporaine il y a probablement des nostalgiques de cette époque et du retour à ce genre d'«équilibre des puissances». Ce n'est pas la multipolarité souhaitée par la majorité des peuples de la planète (85 % !).

Le monde multipolaire inauguré par la révolution russe, puis imposée, partiellement, par les mouvements de libération de l'Asie et de l'Afrique, était d'une autre nature. Je n'analyse pas la période de l'après deuxième guerre dans les termes conventionnels de la « bipolarité » et de la « guerre froide » qui ne donnent pas aux avancées du Sud de l'époque la place qui leur revient. J'analyse cette multipolarité dans les termes du conflit de civilisation fondamental qui, au-delà des expressions idéologiques déformantes, concerne le conflit entre le capitalisme

et la possibilité de son dépassement socialiste. L'ambition des peuples de la périphérie, qu'ils aient fait une révolution socialiste ou pas – abolir les effets de la polarisation produite par l'expansion capitaliste- s'inscrivait nécessairement dans une perspective anticapitaliste.

La multipolarité est donc synonyme de marge d'autonomie réelle pour les Etats. Cette marge sera utilisée d'une manière donnée définie par le contenu social de l'Etat en question. La période de Bandung (1955-1975) a permis, sur ce plan, aux pays d'Asie et d'Afrique de s'engager dans des voies nouvelles, que j'ai analysées en termes de développement autocentrés et de déconnexion, cohérentes avec le projet national-populiste des pouvoirs issus de la libération nationale. Il y a bien évidemment un lien entre les conditions « internes » définies par l'alliance sociale de libération nationale à l'origine du projet propre à l'Etat concerné, et les conditions extérieures favorables (le conflit Est-Ouest neutralisait l'agressivité de l'impérialisme). Je parle ici d'autonomie, qui est par définition indépendance relative, dont les limites sont déterminées conjointement par la nature du projet national et par la marge de manœuvre autorisée dans le système mondial. Car celui-ci reste bel et bien présent et pesant (la mondialisation n'est pas une chose nouvelle !). De ce fait il y a une tendance dans les écoles de l'économie politique internationale et de l'Economie-monde à nier l'importance de la marge de manœuvre en question, à la réduire à néant. Cela revient à dire que dans le système de la mondialisation (de tout temps) le « tout » détermine les « parties ». Je préfère une analyse en terme de dialectique de la complémentarité/conflictualité qui restitue toute sa puissance à l'autonomie des luttes sociales et politiques nationales et internationales.

La page du moment de l'après guerre (1945-1990) est tournée. Dans le moment actuel se déploient le projet impérialiste collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) et, dans son cadre celui de l'hégémonisme des Etats-Unis, qui abolissent l'autonomie des pays du Sud et réduisent fortement celle des associés de Washington dans la triade impérialiste.

Le moment actuel est donc caractérisé par le déploiement d'un projet nord américain d'hégémonisme à l'échelle mondiale. Ce projet est seul à occuper aujourd'hui toute la scène. Il n'y a plus de contre projet visant à limiter l'espace soumis au contrôle des Etats-Unis, comme c'était le cas à l'époque du bipolarisme (1945-1990) ; au-delà de ses ambiguïtés d'origine le projet européen est lui-même entré dans une phase d'effacement ; les pays du Sud (le groupe des 77, les Non Alignés) qui avaient eu l'ambition au cours de la période de Bandung (1955-1975) d'opposer un front commun à l'impérialisme occidental y ont renoncé ; la Chine elle-même, qui fait cavalier seul, n'a guère que l'ambition de protéger son projet national (lui-même ambigu d'ailleurs) et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde.

L'impérialisme collectif de la triade est le produit d'une évolution réelle du système productif des centres capitalistes qui a produit non pas l'émergence d'un capital « transnationalisé » (comme le prétend le discours dominant repris par Hardt et Negri) mais la solidarité des oligopoles nationaux des centres du système qui s'exprime dans leur souci de « gérer ensemble », et à leur profit, le monde. Mais si « l'économie » (entendue comme l'expression unilatérale des exigences des segments dominants du capital) rapproche les pays de la triade, la politique divise leurs nations. Le déploiement des luttes sociales peut alors remettre en question le rôle que remplit l'Etat au service exclusif du grand capital, en particulier en Europe. Dans cette hypothèse on verrait émerger à nouveau un polycentrisme accordant à l'Europe une marge d'autonomie. Il reste que le déploiement du « projet européen » tel qu'il est ne va pas dans ce sens, nécessaire pour faire revenir Washington à la raison. En réalité ce

projet n'est guère que le « volet européen du projet américain ». Le projet de « constitution » est celui d'une Europe qui s'installe dans sa double option néo-libérale et atlantiste. Le potentiel porté par le conflit des cultures politiques, appelant effectivement à mettre un terme à l'atlantisme, reste alors hypothéqué par les options des gauches majoritaires (en termes électoraux les partis socialistes européens), ralliés au social-libéralisme. Deux termes par eux-mêmes contradictoires puisque le libéralisme est par nature non social, voire anti social.

La Russie, la Chine et l'Inde, sont les trois adversaires stratégiques majeurs du projet de Washington. Les pouvoirs en place dans ces trois pays en prennent probablement une conscience grandissante. Mais ils paraissent croire qu'ils peuvent manœuvrer sans heurter directement l'administration des Etats-Unis, et même « mettre à profit l'amitié des Etats-Unis » dans les conflits qui les opposent les uns aux autres. Le « front commun contre le terrorisme » - auquel ils paraissent souscrire – brouille les cartes. Le double jeu de Washington est là : les Etats-Unis d'une part soutiennent les Tchétchènes, les Ouïgours et les Tibétains (comme ils soutiennent les mouvements islamistes en Algérie, en Egypte et ailleurs !) et d'autre part agitent le drapeau du terrorisme islamique pour rallier Moscou, Pékin et Delhi. Mais ce double jeu fonctionne, semble-t-il, jusqu'aujourd'hui tout au moins.

Un rapprochement eurasiatique (Europe, Russie, Chine et Inde) qui entraînerait alors certainement l'ensemble du reste de l'Asie et de l'Afrique et isolerait les Etats-Unis, est certainement souhaitable. Et il y a quelques signes allant dans ce sens. Mais on est encore loin de voir sa cristallisation mettre un terme au choix atlantiste de l'Europe.

Les Suds peuvent-ils jouer un rôle actif dans la déroute nécessaire des projets militaires des Etats-Unis ? Les peuples agressés sont, dans le moment actuel, les seuls adversaires actifs capables de faire reculer les ambitions de Washington. Quand bien même – et justement en partie au moins par le fait qu'ils sont seuls actifs et le ressentent – les méthodes mises en œuvre dans leur combat restent d'une efficacité discutable et font appel à des moyens qui retardent la cristallisation d'une solidarité des peuples du Nord à l'endroit de leur juste combat. D'un autre côté l'analyse que j'ai proposée de la « compradorisation généralisée » des classes dominantes et des pouvoirs dans toutes les régions du Sud invite à conclure qu'il n'y a pas grand chose à attendre des gouvernements en poste ou susceptibles de l'être dans l'avenir immédiat, fussent-ils évidemment « fondamentalistes » (islamistes, hindouistes ou ethnicistes). Ebranlés certes par à la fois l'arrogance sans limites de Washington et inquiets face à l'hostilité (pour ne pas dire la haine) dont leurs peuples témoignent à l'égard des Etats-Unis, ces gouvernements le sont certainement. Mais sont-ils capables de faire autre chose que d'accepter le sort qui leur revient ?

Au demeurant le Sud en général n'a plus de projet propre comme c'était le cas durant l'ère de Bandung (1955-1975). Sans doute les classes dirigeantes des pays qu'on dit « émergents » (la Chine, la Corée, l'Asie du Sud-est, l'Inde, le Brésil et quelques autres) poursuivent-elles des objectifs qu'elles semblent bien définir elles mêmes et pour la réalisation desquelles leurs Etats agissent. Ces objectifs se résumeraient dans la maximisation de la croissance au sein du système de la mondialisation. Ces pays disposent – ou croient disposer – d'un pouvoir de négociation qui leur permettrait de tirer un meilleur profit de cette stratégie « égoïste » que d'un vague « front commun » construit avec plus faibles qu'eux. Mais les avantages qu'ils peuvent obtenir de la sorte sont particuliers aux domaines singuliers qui les intéressent et ne remettent pas en cause l'architecture générale du système. Ils ne constituent donc pas une alternative et ne donnent pas à ce vague projet (illusoire) de construction d'un « capitalisme national » la consistance qui définit un véritable projet sociétair. Les pays du Sud les plus

vulnérables (le « Quart monde ») n'ont même pas de projet propre de nature analogue, et le produit éventuel de « substitution » (les fondamentalismes religieux ou ethnocistes) ne mérite pas ce qualificatif. Aussi c'est le Nord qui prend l'initiative seul d'avancer « pour eux » (on devrait dire « contre eux ») ses propres projets, comme l'association Union Européenne – ACP (et les « accords de partenariat économique » appelés à prendre la relève des accords de Cotonou avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), le « dialogue euro-méditerranéen », ou les projets américano-israéliens concernant le Moyen Orient et même le « grand Moyen Orient ».

Les défis auxquels la construction d'un monde multipolaire authentique est confrontée sont plus sérieux que ne se l'imaginent nombre de mouvements « altermondialistes ». Ils sont de surcroît pluriel. Dans l'immédiat il s'agit de mettre en déroute le projet militaire de Washington. C'est la condition incontournable pour que soient ouvertes les marges de libertés nécessaires sans lesquelles tout progrès social et démocratique et toute avancée en direction de la construction multipolaire resteront vulnérables à l'extrême. Parce qu'il est démesuré le projet des Etats-Unis est sans doute appelé à faire faillite, mais certainement à un terrible prix humain. La résistance de ses victimes – les peuples du Sud – ira en se renforçant au fur et à mesure que les Américains s'enliseront sur les théâtres de guerres multiples dans lesquels ils seront contraints de s'engager. Ces résistances finiront par battre l'ennemi, et peut être par réveiller l'opinion aux Etats-Unis, comme ce fut le cas avec la guerre du Viet Nam. Il vaudrait beaucoup mieux néanmoins arrêter le désastre plus vite, ce que la diplomatie internationale pourrait faire, surtout si l'Europe saisit la portée de sa responsabilité.

A plus long terme une « autre mondialisation » implique donc qu'on remette en question les options du capitalisme libéral et la gestion des affaires de la planète par l'impérialisme collectif de la triade dans le cadre de l'atlantisme extrême ou de sa version « rééquilibrée ».

Le monde multipolaire authentique ne sera devenue une réalité que lorsque les quatre conditions qui suivent auront été remplies :

(i) que l'Europe soit réellement avancée sur la voie d'une « autre Europe » sociale (et donc engagée dans la longue transition au socialisme mondial) et qu'elle ait amorcé son désengagement par rapport à son passé et présent impérialiste. Cela implique, d'évidence, plus que simplement sortir de l'atlantisme et du néo-libéralisme extrême.

(ii) qu'en Chine la voie du « socialisme marché » l'ait emporté sur les tendances fortes à la dérive illusoire de la construction d'un « capitalisme national » qu'il serait impossible à stabiliser parce qu'il exclut les majorités ouvrières et paysannes.

(iii) que les pays du Sud (peuples et Etats) soient parvenus à reconstruire un « front commun », condition à son tour pour que des marges de mouvements permettent aux classes populaires non seulement d'imposer des « concessions » en leur faveur mais au-delà de transformer la nature des pouvoirs en place, substituant aux blocs compradores dominants des blocs « nationaux, populaires et démocratiques ».

(iv) qu'au plan de la réorganisation des systèmes de droits, nationaux et internationaux, on ait avancé dans la direction de construction conciliant le respect des souverainetés nationales (en progressant de la souveraineté des Etats à celle des peuples) et celui de tous les droits individuels et collectifs, politiques et sociaux. Notes:

articles et livres de Samir Amin concernés:

1. Is Africa really marginalized?; in, Helen Lauer (ed), History and Philosophy of Science; Hope pub., Ibadan, Nigeria, 2003.
2. L'Ethnie à l'assaut des Nations; Harmattan, Paris 1994.
2. en français:

La nouvelle question agraire; in, F. Polet (ed), Mondialisation des résistances, Syllepse 2004.

Les réformes foncières nécessaires en Asie et en Afrique, à paraître
en anglais:

The new agrarian question; in, F. Polet (ed), Globalizing Resistance, Pluto 2004

Land tenure reforms, a proposal for Asia and Africa; à paraître

3. en français:

Le Virus libéral; Le temps des cerises, 2003

en anglais:

Beyond US Hegemony; Zed, 2006